

Les questions militaires : du point de vue de Jaurès en 1911 à la veille de la guerre, à la question ukrainienne aujourd'hui.

Robert Duguet

Le moins que l'on puisse dire, l'offensive barbare du régime impérial de Poutine contre les droits nationaux du peuple ukrainien divise profondément les gauches, en France bien sûr et à l'international. Celles et ceux qui se réclament du combat pour l'émancipation sociale, confrontés au retour d'un conflit inter-impérialiste aujourd'hui, peuvent-ils faire l'économie d'une réflexion sur les questions militaires ? Dans cette voie, il y a un grand absent dans la réflexion politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Jean Jaurès. Confronté à la montée du militarisme allemand sous le régime impérial des Hohenzollern, et dans la continuité de la « démocratie révolutionnaire » telle qu'elle se dégage de son « *Histoire Socialiste de la Révolution Française* », il entame un travail sur la question militaire et son histoire. Lorsqu'on part de l'acquis du matérialisme historique, quelle doit être notre position sur l'institution elle-même ?

En 1895, il s'est rendu en Algérie au cours d'un voyage qui a modifié radicalement ses conceptions sur le colonialisme. En 1910, lors d'un congrès de la 2ème Internationale Ouvrière à Copenhague, un délégué argentin du Parti Socialiste l'invite à venir prononcer des conférences en Amérique Latine ; ce qu'il accepte. La raison politique de fond de son accord : la section socialiste argentine fondée par le docteur Juan B. Justo a réalisé, à l'instar du combat de Jaurès lui-même en France, l'unification de tous les courants se réclamant du socialisme. Jaurès est d'abord un constructeur de l'Internationale. Il y aura donc un cycle de 7 conférences, dont celle prononcée à Buenos Aires le 2 octobre 1911 sur « l'organisation militaire de la France ». Elle est précieuse pour nous aujourd'hui, car elle offre une synthèse des positions de Jaurès dans ce que deviendra le livre inachevé de « l'Armée nouvelle ».(1)

Une opposition au « modèle napoléonien »

La conscription sous la 3ème République radicale est utilisée pour les aventures coloniales de l'Empire, l'armée intervient aussi dans les conflits sociaux et tue. On est loin de la Révolution Française. La conscription universelle pose toutefois un problème à l'Etat-major. Le capitaine d'artillerie Gilbert idéologue du retour au modèle consacra deux études en 1890 et 1892 à la question militaire sous les titres : « Essais de critiques militaires » et « Sept études militaires ». La hiérarchie sera gagnée à cette conception. La critique qu'en fait Jaurès, dans le chapitre 4 de l'Armée nouvelle, part d'une méthode d'analyse historique d'ensemble.

La Révolution est confrontée aux ennemis intérieurs et extérieurs. Bonaparte fait ses offres de service. Ses premières victoires s'appuient sur la nécessité de frapper les monarchistes en interne et de défaire les puissances aristocratiques à l'international. Il invente la guerre de mouvement, avec le rôle offensif de la cavalerie contre la guerre de position des armées monarchistes, fondée sur la recherche du terrain le plus favorable...

Bonaparte aurait-il défendu les conquêtes révolutionnaires ? Pure légende fabriquée pour la galerie. Il déteste la Révolution pour avoir enfanté la République. Les Jacobins sont l'ennemi par excellence, parce qu'ils se fondent sur la pleine souveraineté du peuple qui s'exerce par des mandataires contrôlés et révocables.

Jaurès fait référence à Carnot (2), le chef des armées de la Convention, qui a défendu la patrie en danger qui ne veut aucune annexion, qui ne revendique même pas la rive gauche du Rhin, et s'il faut vaincre une armée étrangère ce ne peut être au prix de mettre à genoux un peuple vaincu. L'armée, c'est le peuple en armes : Carnot et ses officiers vont réaliser l'amalgame avec les bataillons de ligne hérités de la monarchie qui serviront la démocratie révolutionnaire.

Jaurès cite Robespierre :

« Ou bien, vous briserez la coalition des despotes, et en sauvant votre liberté, vous libérerez les autres peuples, mais vous n'aurez pas un pouce de terre de plus, et pas la moindre primauté ; dans la paix définitive et la liberté commune, le peuple de France sera l'égal des autres peuples. Ou bien, par une fortune toute contraire, marchant derrière les aigles romaines d'un général victorieux devenu votre maître, vous serez les dominateurs et les exploités superbes de l'univers »

Bonaparte intervient au moment où la Révolution commence à douter d'elle-même, ne sait plus où elle va, lorsque la réaction thermidorienne liquide son aile gauche, alors la « démocratie impériale » l'emporte sur la démocratie républicaine. Jaurès démolit le personnage de Bonaparte : « le plus chimérique des hommes, le plus borné des idéologues ». Et ce seront les aventures militaires de l'Empire.

La caste des officiers de l'armée française reprend à son compte la conception du capitaine Gilbert face à la montée du militarisme impérial de l'Allemagne des Hohenzollern à la fin du XIX^{ème} siècle. L'institution militaire s'est autonomisée dans le corps de la Nation. La « grande muette » n'est pas si muette que cela. On verra cela lors de l'affaire Dreyfus en 1898. A propos de cette armée de conscription de la III^{ème} République Jaurès dit toute son inquiétude. Appliquer la technique de la guerre napoléonienne, c'est exposer une génération de jeunes gens à la plus mortelle des aventures. Jaurès ajoute :

« ... c'est la conception d'une caste d'officiers qui ne sont pas certes enfermés dans le cléricisme étroit de l'armée royale mais qui n'ont pas été sollicités par les avancées de la conception socialiste. Face à une offensive impériale, répondre par la guerre de mouvement napoléonienne c'était s'exposer aux plus grands périls »

Le socialisme et la défense nationale

Dans la conception socialiste, la caserne est le lieu où les jeunes gens se forment au métier des armes. Il est inutile de garder 500 000 hommes à l'écart de la vie démocratique et sociale durant plusieurs années, ce qui de plus représente une charge financière importante. Ils sont ensuite versés dans la réserve, font des périodes régulières jusqu'à l'âge de 45 ans par exemple, cela existait encore dans les années 1960, mais ils sont intégrés à la vie sociale et politique de la Nation, ils sont à la fois citoyens et soldats. Ils sont la vraie force décisive sur laquelle on peut compter en cas d'agression étrangère. Au contraire la caste militaire enfermera les appelés jusqu'à 7 ans sous l'Empire, 5 ans sous le gouvernement Thiers... De plus après la révolte des vigneronniers en 1907, la hiérarchie imposera l'affectation des appelés hors de leur région d'origine. Elle avait gardé le souvenir cuisant du régiment qui avait mis crosse en l'air en refusant de tirer sur leurs frères :

« *Salut à vous ! Braves soldats du 17^{ème},*

Salut à vous braves pioupiou

Chacun vous admire et vous aime

Salut, salut à vous,

A votre geste magnifique

Vous auriez en tirant sur nous

Assassiné la République »

Donc défense de la conscription universelle : l'organisation militaire, est un héritage de la Révolution de 1789, qui a réalisé l'égalité et l'universalité du service militaire. Alors qu'en 1911 la caste militaire rejette déjà le rôle estimé peu professionnel de la réserve.

Après l'assassinat du grand tribun le 31 juillet 1914, la hiérarchie militaire, celle qui fera fusiller et décimer en 1917 sous le commandement de Philippe Pétain les régiments mutinés, enverra au combat une génération de jeunes gens en pantalon rouge, en casoar et en gants blancs, face aux mitrailleuses allemandes. On pense au poète Charles Péguy, le rédacteur des « Cahiers de la Quinzaine » qui attaquera violemment Jaurès sur la question de la grève générale contre la guerre et qui devance l'appel. Lieutenant de réserve, il entraîne ses hommes en gants blancs dans une charge sans couverture d'artillerie et se fait tuer d'une balle de mitrailleuse... Dans un conflit inter-impérialiste de ce type, les masses dans un premier temps se regroupent autour de leur propre appareil d'État, tandis qu'une génération d'intellectuels perdra tous ses repères.

Notre génération, nous avons lu en diagonale, ou pas lu du tout les écrits de Léon Trotsky sur la Première Guerre mondiale. Il fut le rédacteur du Manifeste de Zimmerwald en juillet 1915, destiné à « renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et à l'entraîner dans la lutte pour la paix. Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme... » Trotsky synthétise dans ses écrits de l'année 1916 en quelques lignes la position de Jaurès sur la défense nationale.

Les lignes qui vont suivre réalisent une synthèse politique très précise des longs développements de Jaurès dans l'Armée nouvelle, chaque mot pèse :

« Jaurès démontrait que la France [il faut ajouter du point de vue de l'avenir socialiste] ne peut avoir qu'une armée défensive construite sur la base d'un armement populaire, c'est-à-dire la milice. La République bourgeoise française paie le fait d'avoir contrebalancé, dans son armée, les influences démocratiques. Elle a créé, suivant Jaurès, un régime « avorté » où se heurtent et se neutralisent des formes surannées. Le vice fondamental et la faiblesse militaire française se trouvent dans cette inadaptation. Au contraire : la barbarie allemande lui donne une puissante supériorité. Certes, la bourgeoisie allemande a pu s'élever, de temps en temps, contre la mentalité prétorienne du corps des officiers, la Social-démocratie a pu dénoncer les cruautés du « drill » (3) qui a conduit à de nombreux suicides dans les casernes, mais le manque de caractère politique et la carence de l'enseignement révolutionnaire chez les travailleurs ont permis les monstrueuses réalisations du militarisme. » (4)

Le même Trotsky, dans la tourmente des années 1930-1940, analysant dans plusieurs pays les dérives de la démocratie bourgeoise vers les formes bonapartistes de gouvernement ou vers le fascisme, devait écrire : « La France est le pays classique du bonapartisme ». Lorsque la bourgeoisie s'avère incapable de régler par les moyens du parlementarisme sa domination sur le prolétariat, il est nécessaire de trouver un « chef » qui arbitre au-dessus des classes sociales, du moins qui donne l'illusion que l'arbitrage se fait de manière équilibrée entre le Capital et le Travail. Par deux fois, lors de la Seconde Guerre mondiale avec le CNR (Conseil National de la Résistance), puis pour accepter l'indépendance de l'Algérie et éviter la guerre civile, Charles De Gaulle a fini par imposer au pays les institutions de la Vème République. Bonapartisme inachevé cependant, les libertés démocratiques issues de l'héritage républicain et de la Révolution Française sont altérées, mais cependant maintenues. Caractère bâtard du régime, que les successeurs actuels cherchent à aggraver. La question militaire dérive de la crise de l'État. Pourquoi faudrait-il que le combat pour le socialisme doive s'émanciper de cette question : la guerre la remet à l'ordre du jour.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et les guerres coloniales de l'impérialisme français, on peut dire que le principe de conscription, s'il a été formellement maintenu, a été vidé de son contenu démocratique. La bourgeoisie a honte de son héritage révolutionnaire. Les appelés qui ont

fait leur service militaire depuis les années 1970, n'ont globalement pas reçu une formation militaire moderne. Parallèlement l'armée de professionnels était déjà en développement. En 1996 lorsque le président Chirac annonce la fin du service militaire obligatoire, personne à gauche, ni à l'extrême gauche ne proteste en défense d'une conscription républicaine liée au projet socialiste. Une armée de métier, même si elle intègre une haute technicité, doit obéir au doigt et à l'œil aux injonctions d'un gouvernement, qu'il s'agisse aujourd'hui d'aventures néo-coloniales ou de répression d'un mouvement populaire pour démettre un gouvernement « qui a violé les droits du peuple... » La démocratie révolutionnaire rappelle que « l'insurrection est pour le peuple et chaque fraction du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. » (5)

Aujourd'hui les gauches face à la question ukrainienne

Les Ukrainiens et le prolétariat ukrainien nous donnent une grande leçon.

Les mouvements libertaires dont Maksym Boutkevych et son combat à la fois pour la résistance armée et les droits de l'homme est un exemple. Le combat des syndicats indépendants, dont le célèbre « Soyez comme nous sommes » des infirmières qui ont une fonction irremplaçable dans un pays en guerre et qui mènent conjointement pour organiser le syndicat dans les conditions difficiles de la loi martiale.

Le jeune *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement Social) qui maintient dans la guerre son programme socialiste tout en soutenant concrètement le personnel militaire et ses propres militants qui ont fait le choix des armes. Ce n'est pas seulement un défi aux conditions de la guerre, mais la possibilité d'une voie alternative pour le développement démocratique ultérieur de la Nation, laquelle entre en contradiction avec le profit des entreprises et le pouvoir des oligarques. Ce mouvement politique souligne le fait que la démocratie s'impose dans les structures de l'armée quand les soldats doivent se confronter à la défense de leurs droits, veulent avoir un contrôle sur leurs propres officiers. Le *Sotsialnyi Rukh* défend que la résistance ukrainienne dans la guerre se heurte aux forces de l'intérêt privé, aux incapacités de leur propre État. Malgré ces difficultés, leurs techniciens, leurs ingénieurs qui ont élaboré et affiné la technologie de construction des drones, l'engagement de la population pour aider à tous les niveaux, font que sur le terrain, ils mettent sérieusement en difficulté l'armée de l'envahisseur.

La question de la guerre actuelle, particulièrement l'offensive impériale de la Russie post-stalinienne contre les droits nationaux du peuple ukrainien a vu surgir des questions particulièrement dans la gauche et l'extrême gauche française qui étaient enfouies depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les forces électorales à gauche et à l'extrême gauche sont globalement entrées dans la logique des institutions gaullistes centrée sur l'élection présidentielle. Le mouvement France Insoumise, après un silence de trois ans sur la guerre en Ukraine, défend aujourd'hui des positions pro-poutiniennes.

Dans un texte de bilan de l'activité du *Sotsialnyi Rukh* fin 2025, le jeune dirigeant Vitaliy Dudin expliquait :

« La gauche occidentale comprend souvent mal la lutte ukrainienne, piégée entre des réflexes anti-occidentaux généralisés qui traitent avec suspicion quiconque combat la Russie, et des récits libéraux qui ignorent la lutte des classes en guerre ou en paix. Mais les soldats et syndicalistes ukrainiens démontrent quelque chose que le mouvement anti-impérialiste doit comprendre : l'organisation démocratique durant la résistance n'est pas un luxe ou une faiblesse — c'est ce qui rend la victoire possible. »

Je ne fais qu'une petite allusion en conclusion, cela mériterait une discussion spécifique, à la politique que Trotsky a tenté d'imprimer à la 4ème Internationale, proclamée en septembre 1938 à

la veille de la Seconde Guerre mondiale. Dans le processus de militarisation des États et des sociétés imposé par la montée des fascismes, le prolétariat ne peut pas être pacifiste, comme Romain Rolland exilé en Suisse au-dessus de la mêlée. Le prolétariat, par le fait même qu'il entre concrètement dans la militarisation doit se doter d'une politique démocratique et socialiste sur les questions militaires. Trotsky appelait cela la PMP (Politique Militaire du Prolétariat). Je ne sais pas si le jeune dirigeant du Sotsialnyi Rukh Vitaliy Dudin a lu ses écrits sur la question, mais tel monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, il parle bien la PMP.

Notes :

- (1) La dernière fois que ce texte est publié en totalité, c'est par les Éditions Sociales en 1977.
- (2) Lazare Carnot (1753-1823)
- (3) Entraînement physique imposé aux soldats allemands et visant à faire passer en réflexe le maniement des armes et les gestes de combat.
- (4) Léon Trotsky, la Guerre et la Révolution Tome 1 Le naufrage de la 2ème Internationale, Archives et Documents, 1974
- (5) Article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793.

Source : <https://www.reseau-bastille.org/2026/05/03/les-questions-militaires-du-point-de-vue-de-jaures-en-1911-a-la-veille-de-la-guerre-a-la-question-ukrainienne-aujourd'hui/>